

Bonjour,

Si vous pensez que l'enseignement de l'économie et du droit au Secondaire II devrait mieux préparer les élèves aux défis citoyens qui les attendent, nous vous invitons à soutenir les propositions que nous avons formulées.

Quel est l'enjeu présent ?

En ce moment, une [réforme](#) du curriculum de l'école de maturité suisse est en cours. La dernière réforme de ce genre date de 1994, et le [projet actuel](#) pour **le plan d'études disciplinaire économie et droit** reste très largement inspiré par l'approche mainstream, malgré le fait que l'éducation au développement durable (EDD) soit reconnu comme un défi transversal dans le plan d'études cadre.

Notre objectif.

Après un [premier round](#) en 2021, une deuxième et **dernière fenêtre de consultation** est ouverte **jusqu'au 15 décembre**, c'est donc le moment opportun pour demander que le futur plan d'études disciplinaire reflète le pluralisme des courants de pensée économique, qu'il se fonde sur une approche de la durabilité qui soit forte et qui intègre la question des inégalités. À cette fin, nous avons élaboré des [propositions de changement du plan d'études](#) qui est en ce moment sur la table.

Votre action

Nous aider est très simple. **Toute personne ou institution peut participer à la consultation** et soumettre des propositions pour changer la version insatisfaisante du plan d'études cadre pour économie et droit. Si la personne qui remplit le formulaire a la possibilité de le faire au nom de la "file d'économie et droit du gymnase XYZ" ou du "conseil de faculté XYZ" ces éléments doivent être indiqués dans la rubrique "**associations/ service/institution**".

Vous pouvez soutenir nos propositions en quelques clics : instructions

1. Cliquer sur ce [lien de la consultation](#)
2. Entrer vos coordonnées
3. Ouvrir le lien reçu par email et sélectionner votre langue
4. En bas de la page, cliquer sur « **l'index des questions** », sélectionner « **Partie 3 Plans d'études cadre disciplinaires** » et effectuer les actions suivantes :
 - i. Cocher « **II. Plans d'études cadre pour les disciplines fondamentales** », cliquer sur « **Suivant** »
 - ii. Cocher « **Economie et droit** », cliquer sur « **Suivant** »
 - iii. Cocher « **pas d'accord du tout** »
 - iv. « a. Précisions concernant votre réponse », ajouter un commentaire, par exemple:

Il est à mon sens absolument crucial d'intégrer la question des limites planétaires (ressources finies/découplage/Donut economy) ainsi que celle de la re-distribution du revenu (inégalités et justice) et du pluralisme des approches économiques, notamment liées au rôle de l'Etat.

- v. « b. Propositions de modification », ajouter le commentaire suivant :

Voici les 4 principales propositions de modification:

1) Le domaine partiel intitulé « 2.2 Développement économique et relations systémiques » a certes évolué dans le bon sens puisque la première compétence (« -d'évaluer le développement économique, son interaction avec la société et l'environnement ») fait allusion à « l'environnement », mais ce cadrage est insatisfaisant, car il ne fait nullement allusion à l'existence de quelconques limites (limites planétaires et/ou limites à la croissance). Il conviendrait d'intégrer la notion de limites planétaires de la sorte: "2.2 Développement économique, seuils sociaux et limites planétaires", et de modifier la première compétence de la manière qui suit : «- d'évaluer le développement économique, son interaction avec la société et

l'environnement, la possibilité d'un découplage et de limites à la croissance (EDD, NUM) ».

2) Renommer le domaine partiel « 2.3 Travail, distribution du revenu, et assurances sociales ». Il faudrait aussi formuler une compétence additionnelle qui irait dans le sens suivant: « –d'expliquer la distribution du revenu entre travail et capital et les inégalités de richesses ».

3) Renommer le domaine partiel « 2.4 Monnaie, Etat et stabilité financière ». Ceci justifierait l'ajout d'une compétence essentielle pour aider les élèves à devenir des citoyens informés qui est de « – comprendre la relation entre la banque centrale et l'Etat et la notion de souveraineté monétaire (EC, EDD) ».

4) Renommer le domaine partiel « 3.1 Ordre juridique, ordre, règles et évolution » et ajouter une compétence «- de comprendre la nature évolutive du droit et de l'ordre juridique face au besoin de répondre aux nouveaux défis (EC, EDD)»

vi. Cliquer sur « **Suivant** » et ajouter le commentaire suivant sous « Auriez-vous encore une remarque à faire concernant la partie 3?

Il est à mes yeux crucial que l'ensemble des étudiants soient confrontés aux questions de limites planétaires, de redistribution de richesses et de pluralité des approches économiques. Par conséquent il conviendrait que ces sujets intègrent les domaines partiels du Plan d'Etudes Cadre "Economie et droit" comme discipline fondamentale (et pas seulement pour l'option spécifique). Il est important de garder à l'esprit que les élèves qui vont étudier avec ce plan d'études vivront pour la plupart jusqu'en 2100 et que les scénarios les plus réalistes projettent un réchauffement d'environ 2.5-3 degrés, voire davantage. Etant donné le mur climatique (et de la biodiversité) auquel nous faisons déjà face, les points de non-retour que nous allons franchir avec le réchauffement annoncé par les experts climatiques, il est crucial d'enseigner la discipline économie et droit à l'aune des enjeux qui détermineront les conditions de vies humaines au XXIème siècle.

vii. Cliquer sur « **Suivant** » et ajouter le commentaire suivant sous « Auriez-vous encore une remarque à faire sur le plan d'études cadre dans son ensemble ou sur tout autre point? »

Je salue le renforcement des compétences transversales telle que l'Education au Développement Durable (EDD) de la Partie 2 du projet. Toutefois il est nécessaire que ces compétences se retrouvent traduites dans les Plan d'Etudes Cadre (Partie 3) et soient formulées clairement dans le langage disciplinaire, particulièrement en économie et droit, au risque de ne produire aucun effet sur la manière d'enseigner et de contextualiser les enseignements.

Merci pour votre soutien.

Bien cordialement,

Laia Soler, Rethinking Economics Switzerland

Leo Gilliard, CoalitionEducation ONG / Responsable domaine Formation, Recherche, Innovation au WWF Suisse

Dr. Pierre Kohler, fonctionnaire international à Genève et enseignant diplômé d'économie et droit

Katharina Keil, Université de Lausanne

Prof. Julia Steinberger, professeure d'économie Université de Lausanne

Nino Wilkins, Bildungskolalition NGO, enseignant NMS Bern

Dr. Leonard Creutzburg, Postdoc, Universität Zürich

Prof. Dr. Irmi Seidl, Cheffe d'Unité de Recherche, Science économiques et sociales, Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), Professeure titulaire à l'Université de Zurich et Maître de conférences à l'EPFZ